

DANS CE NUMÉRO

Après l'évaluation du dernier appel à propositions (octobre 2004), on compte déjà 21 projets B approuvés par les services de la Commission. La majorité de ces projets sont en phase d'exécution. L'application des résultats des projets communs de type A se concrétise par des réalisations diverses. Ce numéro présente les réalisations de neuf projets B, par exemple la réhabilitation du centre historique de Montevideo par ses habitants, l'amélioration de la sécurité pour les cyclistes ou la création d'un centre virtuel pour la prévention et le traitement de la violence intrafamiliale dans plusieurs villes des deux régions.

Au cours du second semestre 2004, la Commission a lancé deux nouvelles initiatives: la création de l'**Observatoire de la coopération décentralisée locale UE-AL** et du **Centre de documentation du programme URB-AL**.

L'Observatoire de la coopération décentralisée locale, qui a pour principal objectif de réunir et de diffuser les informations relatives à la coopération décentralisée, sera créé et coordonné par le consortium formé par la Diputación de Barcelona et l'Intendencia Municipal de Montevideo.



Montevideo. Façade rénoverée dans le cadre du projet *Ciudad Vieja Renueva*.

Le Centre de documentation, dont le but sera de réunir et de diffuser le patrimoine d'URB-AL, en particulier ses bonnes pratiques, sera géré par le consortium formé par l'Ayuntamiento de Málaga et la Municipalidad de Valparaíso.

Ces nouvelles instances, qui commenceront leurs activités dans le courant du 2^e trimestre de cette année, auront pour fonction de diffuser les nombreuses bonnes pratiques identifiées dans le cadre du programme et d'aider les intéressés à garantir la durabilité de leurs résultats.

RICCARDO GAMBINI
Office de coopération
EuropeAid –
Chef d'unité B2

LETTRE D'INFORMATION
DU PROGRAMME URB-AL,
programme horizontal de
coopération décentralisée de
la Commission européenne,
destiné aux villes,
agglomérations et régions de
l'Union européenne et
d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de Coopération
Direction Amérique latine

PROJETS COMMUNS SÉLECTIONNÉS

APPEL À PROPOSITIONS – 31 OCTOBRE 2004 (RÉFÉRENCE EUROPEAID/113113/C/G)

Coordination des projets communs

PROJETS COMMUNS DE TYPE «A»			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Prefeitura Municipal de Belo Horizonte	BRA	Instrumentos de articulação entre planejamento territorial e Orçamento Participativo	R9-A6-04
Ayuntamiento de Granada	ESP	Integración de los inmigrantes en la ciudad como forma de combate de la pobreza	R10-A12-04
Municipalidad de General San Martín	ARG	Intercambio de metodologías e indicadores para la evaluación de las políticas sociales de empleo en las ciudades de América Latina y la Unión Europea	R10-A14-04
Prefeitura Municipal de Piracicaba	BRA	Políticas e Ações Municipais de Segurança Alimentar: realidade, limites e possibilidades da interstorialidade	R10-A17-04
Municipio de Querétaro	MEX	Formación de personal de municipios para utilizar los programas de cooperación internacional como herramientas de combate a la pobreza en sus proyectos locales	R10-A18-04
Comune di Latina	ITA	Manual para o desenvolvimento urbano dos assentamentos precarios à dimensão da criança	R10-A19-04
Illustre Municipalidad de Viña del Mar	CHI	El ausentismo escolar como indicador de violación de los derechos humanos: un reto a las políticas públicas	R10-A20-04
Consell Comarcal de l'Alt Empordà	ESP	La mujer inmigrada. Igualdad, participación y liderazgo en el ámbito local	R12-A8-04
Stadt Graz	AUS	Consejo local / internacional de mujeres jóvenes	R12-A10-04
Diputación Provincial de Málaga	ESP	LIDERAL	R12-A12-04
Diputación Provincial de Huelva	ESP	PRO-IGUAL	R12-A13-04
Prefeitura Municipal de Guarulhos	BRA	Metodologias de microcrédito como instrumento de fomento à inclusão sócio-econômica das mulheres	R12-A14-04
Gobierno de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires	ARG	Estrategias para la Transverzalización de la Perspectiva de Género en las Políticas Públicas	R12-A15-04
Municipalidad de Curuzú Cuatía	ARG	Observatorio participativo: de la e-exclusión a la e-inclusión	R13-A10-04
Comune di Segrate	ITA	Telemunicipio saludable	R13-A11-04
Gobernación Provincial de Mendoza	ARG	Modelo de Planificación estratégica de Gobierno Electrónico	R13-A12-04
Illustre Municipalidad de Riobamba	ECU	Diagnóstico de la incidencia de la Migración e Inmigración desde realidades diferentes con efectos en la Seguridad ciudadana	R14-A10-04
PROJETS COMMUNS DE TYPE «B»			
Entité coordinatrice sélectionnée	Pays	Titre du projet	N° du projet
Ayuntamiento de Rubí	ESP	Energías renovables y redes de desarrollo local	R4-B6-04
Città di Torino	ITA	Boulevard. Recorridos de Salud	R5-B4-04
Regione Toscana	ITA	Intervenciones de planificación y recualificación urbana: el enfoque multidisciplinar integrado	R7-B1-04

CALENDRIER

Réunions annuelles 2005: Dates provisoires

RÉSEAU N° – COORDINATEUR	LIEU	DATE
N° 6 Ayuntamiento de Málaga	Málaga – Espagne	14-15 octobre 2005
N° 9 Prefeitura de Porto Alegre	Córdoba – Espagne	8-10 juin 2005
N° 10 Prefeitura de São Paulo	São Paulo – Brésil	23-25 février 2005
N° 12 Diputación de Barcelona	Montevideo – Uruguay	13-15 avril 2005
N° 13 Freie Hansestadt Bremen	Bremen – Allemagne	Novembre 2005
N° 14 Municipalidad de Valparaíso	Valparaíso – Chili	Septembre 2005

AYUNTAMIENTO DE MÁLAGA

L'Ayuntamiento de Málaga assure la continuité du Réseau 6 URB-AL en accueillant le quatrième séminaire annuel

En novembre 2003, la subvention communautaire pour la coordination du Réseau thématique 6 URB-AL «Environnement urbain» a touché à sa fin. Au vu de l'expérience acquise et des excellents résultats obtenus, sur le plan tant technique que financier, l'Ayuntamiento de Málaga a décidé de maintenir une partie des activités de ce réseau.

Les 18 et 19 juin 2004, l'Ayuntamiento de Málaga a accueilli un nouveau séminaire annuel du Réseau 6. Cette quatrième édition a bénéficié d'un taux de participation plus élevé que les séminaires précédents, même s'il n'a pas proposé d'ateliers de projets communs.

L'Ayuntamiento de Málaga a assumé le financement de toutes les activités de ce séminaire, maintenant aussi les bénéfices acquis au profit des membres du Réseau.

Plus de 120 personnes de 48 villes européennes et latino-américaines ont participé au séminaire, qui était articulé autour de ces trois thèmes principaux:

- le suivi des projets communs approuvés;
- une monographie sur l'Agenda local 21;
- les divers programmes, outre URB-AL, que la Commission européenne développe en coopération avec l'Amérique latine, ainsi que la façon d'accéder à ces programmes.

Lors de la séance plénière, nous avons pu compter sur la présence de Marta García Nart, du ministère du logement, qui a expliqué les liens indispensables existant entre l'aménagement urbain et les aspects environnementaux de nos villes. Elle a centré son intervention sur l'importance des **Agendas locaux 21** comme instruments d'engagement et d'action en faveur d'environnements urbains plus durables.

Suite à cela, les villes coordinatrices ont présenté les progrès et les résultats de tous les projets communs approuvés du Réseau 6. La Commission européenne a approuvé 10 projets communs de type A, avec la participation de 75 villes, et deux projets de type B, auxquels participent 17 villes d'Europe et d'Amérique latine (pour de plus amples informations sur ces projets, veuillez consulter: www.urbalmalaga.com).

Parmi les autres nouveautés du programme de travail du séminaire, signalons l'incorporation d'un exposé sur les différents **programmes de coopération de la Commission européenne avec l'Amérique latine** (EUROSociAL, Al-Invest, Alfa, Alban, etc.). Cet exposé a été mené par Marc Rimez, représentant de l'Office de coopération EuropeAid de la Commission européenne.

Ce séminaire du Réseau 6 a coïncidé avec la réunion annuelle des coordinateurs des différents réseaux du programme URB-AL, qui a été l'occasion de présenter les activités et les problèmes de gestion de chaque réseau et d'échanger des informations sur les bonnes pratiques avérées.

L'Ayuntamiento de Málaga s'est engagé sur la voie du développement durable grâce à son travail sur les quatre axes principaux du Réseau 6: configuration de la ville et du territoire, cohésion sociale, gestion des ressources naturelles et gouvernabilité de la ville.

La construction de l'Observatoire de l'environnement urbain, qui a débuté par l'établissement d'un système d'indicateurs communs à tous les membres du Réseau, et le redémarrage de l'Agenda 21 de Málaga, forment la base de la continuité du travail de collaboration et de coopération entre les villes des deux continents, un travail initié par le Réseau 6 URB-AL.

Réseau 6. Quatrième Séminaire annuel: Pedro Marín, coordinateur du réseau 6; Francisco de la Torre, Maire de Málaga et Marc Rimez, gestionnaire du Programme URB-AL.



MUNICIPALIDAD DE VALPARAÍSO

Sécurité citoyenne dans la ville

Les 9 et 10 septembre passés, à Valparaíso (Chili), le Réseau 14 a tenu sa première réunion annuelle, approfondissant à cette occasion les connaissances de ses membres en matière de sécurité citoyenne afin que ceux-ci puissent s'atteler ensemble aux problématiques inhérentes à leurs communautés respectives.

Selon les experts du réseau, l'Amérique latine est l'une des régions les plus violentes au monde. L'urbanisation rapide et désordonnée, les conflits sociaux, la pauvreté, la faiblesse des institutions, la mauvaise qualité de l'enseignement, le taux de chômage élevé, le trafic de drogues, la méfiance envers les organes policiers et la déstructuration familiale forment la combinaison parfaite pour l'accroissement de la criminalité et de la violence que l'on observe sur ce continent.

D'un autre côté, l'Europe voit une augmentation alarmante de certains délits et des conflits sociaux, qui impliquent une violence explicite et implicite, la solitude et l'individualisme.

Dans ce contexte, et avec l'objectif d'approfondir les dernières propositions en matière de sécurité citoyenne, le Réseau 14 a tenu sa première réunion annuelle.

Après les discours d'ouverture prononcés par **Gustavo Paulsen** (coordinateur du Réseau 14), **Marc Rimez** (gestionnaire du programme URB-AL), **Vittorio Tonutti** (coordinateur du programme URB-AL) et **Wolfgang Plasa** (Chef de la Délégation de la Commission européenne au Chili), la cérémonie s'est centrée sur l'intervention de **Jorge Correa Sútil** (sous-secrétaire du ministère de l'intérieur de la République chilienne). Il a mené une analyse réaliste de la politique de son pays en matière de sécurité citoyenne. Dans le cadre d'un panel consacré aux expériences des villes dans ce domaine, la dernière publication du Réseau 14, «*La sécurité citoyenne au niveau local: expériences et défis*», a été présentée. Ont pris la parole **Pedro Sabat** (président de l'Association chilienne des municipalités), **Hugo Acero** (coordinateur du programme de départements et de municipalités sûrs de la police nationale de Colombie), qui ont exposé avec enthousiasme les résultats de leur travail de

lutte contre les homicides et autres crimes à Bogotá, ainsi que **Lucía Dammert**, experte du Réseau 14.

Tous les membres du panel ont réaffirmé leur conviction profonde à l'égard de ce thème, en soulignant l'importance des démarches locales dans les politiques de sécurité citoyenne, ce qu'a exprimé Gustavo Paulsen en ces termes: «*Existe-t-il une seule autorité, institution ou organisation qui ne doive pas se sentir obligée de jouer un rôle dans la prévention de la violence et de la criminalité? Qui plus est, si nous croyons vraiment que les structures institutionnelles de nature locale constituent une source d'opportunités irremplaçable dans la lutte pour la sécurité, pouvons-nous éluder la responsabilité que cette conviction implique pour ceux qui gèrent ces structures? De plus en plus de villes et de régions d'Amérique latine nous montrent que nous ne pouvons plus attendre et ont commencé à agir. Sans cesser d'exiger les ressources importantes qu'elles méritent, ni de promouvoir l'autonomie et la décentralisation – qui ne sont rien d'autre que l'extension nécessaire de la démocratie – de nombreuses autorités locales peuvent présenter des cas concrets de diminution des taux de délinquance et de perception de l'insécurité sur leur territoire. Aucun des gouvernements nationaux de la région ne peut malheureusement en faire autant*».

Au cours des deux intenses journées d'ateliers, plus de 100 représentants de diverses villes européennes et latino-américaines ont travaillé dans le but d'élaborer des propositions de projets communs s'articulant autour des quatre axes thématiques suivants: «Sécurité citoyenne et configuration urbaine», «Sécurité citoyenne et politiques intersectorielles», «Instruments et domaines d'action en matière de sécurité citoyenne» et «Sécurité citoyenne et société civile».

Les longues et productives journées de travail en ateliers menées par une équipe de moniteurs, de facilitateurs et de conseillers méthodologiques, ont donné comme résultat 16 profils de projets communs, qui ont été présentés à l'assemblée dans le cadre de la cérémonie de clôture.



Réseau 14. Valparaíso. Session de clôture de la première réunion annuelle: Marc Rimez, gestionnaire du Programme URB-AL; Gustavo Paulsen, coordinateur du réseau 14 et Vittorio Tonutti, responsable du Programme URB-AL.

COORDONNÉ PAR LA FREIE HANSESTADT BREMEN

Ville et société de l'information

Environ 150 personnes ont assisté à la première réunion annuelle du Réseau 13, «Ville et société de l'information», qui a eu lieu à Miraflores (Pérou) du 3 au 5 novembre 2004. Cette conférence a été organisée conjointement par la ville coordinatrice, Bremen, et la ville hôte, Miraflores.

Plusieurs personnalités concernées par cette thématique ont participé aux séances plénières en tant qu'orateurs principaux. Tadao Takahashi, coordinateur général du programme «Société de l'information, Socinfo» (Campinas, Brésil), a souligné le fait que, malgré les différences entre les villes latino-américaines et européennes, il convenait de coopérer dans le domaine de la société de l'information car, pour les thèmes clés, les défis sont pratiquement les mêmes: le choix judicieux d'un mélange de technologies, l'application critique et l'implication de la communauté.

Juan Carlos Castilla Rubio, directeur du groupe de stratégie pratique de gouvernement pour l'Amérique latine de Cisco, a ajouté au débat la considération selon laquelle il existe un rapport entre l'utilisation des technologies de l'information et la productivité, expliquant comment l'Amérique latine et son secteur public pourraient atteindre des rendements plus élevés par l'usage de ces technologies.

Du côté des villes organisatrices, des discours ont été prononcés par Willi Lemke, Sénateur de l'éducation et des sciences de la ville de Brême, et Fernando Andrade, Maire de Miraflores. Willi Lemke a souligné l'importance de ces rencontres personnelles pour développer de véritables relations entre les villes.

Au nom de la Commission européenne, Mendel Goldstein, Chef de la Délégation de la CE au Pérou, ainsi que Vittorio Tonutti et Miguel Romero, coordinateur et gestionnaire du programme URB-AL à Bruxelles, ont participé à la réunion. Dans son allocution, Mendel Goldstein a insisté sur le rôle décisif des villes dans l'amélioration à la fois des conditions socio-économiques et de la qualité de la vie de leurs populations. Il a souligné l'importance qu'ont à cet égard les dernières avancées technologiques, en particulier dans les domaines de la communication et de l'information. Miguel Romero a, quant à lui, exposé en détail la philoso-

phie du programme URB-AL et les procédures à suivre pour rédiger et soumettre une proposition de projet commun.

Les ateliers de travail se sont articulés autour des quatre thématiques principales qui sont décrites dans le document de base (voir: www.bremen.de/urb-al):

- Gouvernement
- Personnes
- Entreprises
- Environnement urbain

Onze idées concernant des propositions de projets communs possibles ont émergé de ces ateliers de travail.

Au sujet du document de base, Luis Lozano a demandé à ce qu'on en fasse une version actualisée, qui pourrait être présentée lors de la prochaine réunion annuelle du réseau, prévue pour novembre 2005. ■



Réseau 13. Première Réunion annuelle: Mendel Goldstein, Chef de la Délégation de la CE au Pérou; Pierre Santini, Maire de Issy-les-moulineaux; Fernando Andrade, Maire de Miraflores; Brigitte Kleinen, coordinatrice R13; Vittorio Tonutti, responsable du Programme URB-AL et Miguel Romero, gestionnaire du Programme URB-AL.

Intendencia de Montevideo: Ciudad Vieja Renueva

À quelques mois de la clôture du projet «*Politiques sociales urbaines: une proposition pour l'intégration dans les quartiers du centre délabrés*», l'Intendencia de Montevideo, coordinatrice de cette expérience, présente des résultats concrets: façades restaurées, rues transformées en piétonniers, et riverains bénéficiant d'une meilleure qualité de vie.

Le projet comporte les objectifs suivants:

- créer une méthodologie d'intervention dans les zones historiques dégradées;
- assurer le développement socio-économique du quartier de Ciudad Vieja;
- développer les capacités et le potentiel locaux en vue de l'insertion professionnelle;
- restaurer l'espace urbain local afin d'en rendre l'usage plus démocratique;
- diffuser le processus de mise en œuvre et les résultats.



Montevideo. Façade en travaux.

Il faut souligner la diversité des acteurs qui y ont participé: des institutions étatiques comme le ministère du travail, l'école supérieure de la construction (administration nationale de l'éducation publique), la

faculté d'architecture (université de la République), le réseau *Acercádonos* (organisations consacrées à l'enfance, l'adolescence et la famille), des chefs d'entreprise, des municipalités (membres du projet: Santo André, Rosario, Turin et Bilbao), des organismes de la décentralisation municipale de Montevideo, des riverains organisés en coopératives de logement dans un but d'entraide, entre autres.

L'intervention dans le quartier de Ciudad Vieja de la ville de Montevideo s'est traduite par le déploiement de quatre programmes de travail:

- **réhabilitation urbaine;**
- **formation et appui professionnel;**
- **participation et coopération locale;**
- **coopération horizontale** entre municipalités et avec d'autres instances municipales.

Voici les résultats de ces actions coordonnées:

- 72 personnes ont participé à l'**École-atelier de réhabilitation urbaine** (48 élèves ont achevé les cours et 24 les suivent pour l'instant; selon les prévisions, vers la mi-mai, au total, 30 chômeurs de 30 à 55 ans, 26 jeunes de 18 à 29 ans et 16 femmes chefs de famille devraient avoir reçu une formation professionnelle en maçonnerie, en menuiserie et en ferronnerie);
- 35 travailleurs de la construction (13 du syndicat de la construction et 22 sortis de l'école-atelier) ont été engagés par *Ciudad Vieja Renueva*;
- 4 micro-crédits ont été accordés par le *Fonds pour le travail* à des micro-entrepreneurs qui s'installent dans le quartier, y investissent et créent au moins un nouvel emploi au profit de la population de Ciudad Vieja;
- 14 jeunes ont trouvé un emploi temporaire;
- Sur 20 jeunes qui ont reçu une formation dans le domaine de la gastronomie (cours «*Ciudad Vieja emploie*» – *Conseil national de l'emploi*), environ 50 % se voient proposer des emplois temporaires ou



Montevideo. Façade rénovée.

permanents dans des établissements du quartier ou d'ailleurs.

Autres participants: 54 micro-entrepreneurs suivent les cours de gestion d'entreprise et 40 reçoivent une formation à l'attention au client en guichet. Y participent également plus de 35 propriétaires des façades restaurées ou en cours de restauration.

Enfin, via le *Programme de coopération horizontale entre municipalités*, les équipes techniques et politiques des municipalités de Santo André, Rosario, Bilbao et Turin, en particulier des départements de relations internationales et de réhabilitation urbaine, ont participé à des activités d'échange et de débat méthodologique relatives à l'intervention à Montevideo: séminaire-atelier de lancement en août 2003, mise en évidence des bonnes pratiques, vidéoconférence en novembre 2004. De même, le concours d'idées organisé en 2003 a permis à un groupe de jeunes de Turin de participer à un projet d'intervention socioculturelle dans le quartier de San Salvario, situé dans cette même ville.

Les mois à venir verront un approfondissement des liens entre les institutions, cela afin de réaffirmer la durabilité du projet *Ciudad Vieja Renueva*. ■

Ayuntamiento de Madrid: «École de formation transmunicipale de développement local»

C'est en décembre 2004 que se sont clôturées les activités de cette école, dont le principe était d'élaborer un projet résultant des connaissances et de l'expérience acquises conjointement avec certains membres du Réseau 4: le Cabildo Metropolitano de Caracas (Venezuela), la municipalidad de San Salvador de Jujuy (Argentine), le Gobierno de l'Estado de Jalisco (Mexique), la Comune di Roma (Italie) et Bidasoa Activa (Espagne).

Première phase: formation en classe

Les activités de cette École ont consisté à dispenser en classe une formation de haut niveau sur les cycles de développement local. Le programme des cours comportait un important volet pratique qui a permis non seulement d'appliquer les compétences enseignées au niveau des instances de décision locales intéressées mais également de promouvoir l'acquisition continue de connaissances parmi les municipalités et les autres acteurs du développement durable. Cette première phase comportait quatre modules:

- Promotion de l'entreprise et de l'emploi.
- Attention au citoyen et bien-être social.
- Développement durable local.
- Le tourisme comme facteur de développement local.

Seconde phase: formation interactive

Au terme des activités de formation en classe, en décembre 2004, l'École a lancé la formation interactive. Ces cours assurent la formation à distance de 300 techniciens d'entités locales ou d'organismes impliqués dans les processus de développement de l'Amérique latine et de l'Union européenne.

Le programme de formation a été adapté au format numérique et divisé en unités didactiques comprenant un formulaire d'auto-évaluation, des exercices pratiques ainsi qu'une base bibliographique et un guide de bonnes pratiques. Pendant toute la durée de la formation, les élèves bénéficieront de l'aide de formateurs en ligne. Au terme de

cette formation d'un an, chaque élève devra présenter un projet final.

Témoignages

«...L'aspect intéressant des modules est que les participants sélectionnés par les entités étaient en même temps étudiants et formateurs. Un des volets fondamentaux des cours a été le transfert d'expériences des entités participantes et, surtout, l'échange et le débat entre tous les participants. Les participants de Rome ont transmis à leurs collègues les connaissances acquises en approfondissant les thèmes traités dans les modules. Tout le monde s'est montré désireux de reproduire les expériences, et a participé à la réflexion sur les façons de modifier le travail quotidien afin de l'améliorer dans le sens de ce qui a été vu à l'École...». Alessandra Testoni, responsable de la coopération décentralisée, Il UO – XV Dep. Comune di Roma.

«...Pour le Venezuela, parler de coopération au milieu d'une réalité hautement instable, c'est penser à l'antithèse du principe de coopération. Au grand bonheur de certains, le projet «École de formation transmunicipale» s'est mué en un espace où des fonctionnaires publics vénézuéliens de différentes tendances se sont accordé une trêve, une occasion de s'écouter et de comprendre que le travail conjoint commence chez soi. De la sorte, en Argentine, au Mexique et au Venezuela, nous avons commencé à faire connaissance, à nous observer, en soulignant notre indépendance et en partageant nos similitudes, en mettant en évidence l'importance du travail avec nos homologues. L'École nous a permis d'avaliser l'importance d'une relation paritaire entre l'Amérique du Sud et l'Europe pour favoriser le dévelop-

pement économique, politique et social. Grâce à elle, nous avons partagé différents aspects quotidiens d'une même réalité: inscrire les municipalités dans un processus de croissance et de développement nécessaire au travers de la formation de leurs ressources humaines...».

Ana Sofia Afanador, coordinatrice des projets spéciaux, Commission de l'éducation, de la culture, de la science et de la technologie, Cabildo Metropolitano de Caracas (Venezuela).

Un exemple de prolongement des activités de l'École

L'Agencia por Jujuy Activa a été créée fin 2003 avec l'appui du secteur politique, à l'initiative d'un groupe de techniciens qui a eu l'opportunité, à partir du programme URB-AL et de l'École de formation transmunicipale, d'étudier et d'analyser les expériences menées en Europe et en Amérique latine.

Cette Agence se présente comme une entité publique – privée active dans la recherche d'opportunités de développement local et régional. ■



Madrid. École de Formation transmunicipale de développement local.

Provincia de Vicenza: «Centre international de formation pour la valorisation et la conservation des contextes historiques urbains»

Du 25 au 27 novembre 2004, la Provincia de Vicenza a organisé le séminaire de clôture du projet.

Cette manifestation a été l'occasion de présenter les activités menées au cours de ces deux années et les initiatives à adopter pour poursuivre avec succès le chemin parcouru.

Outre la Provincia de Vicenza (Italie), qui a assumé la coordination du projet, celui-ci a bénéficié de la participation des entités suivantes: Ayuntamiento de Málaga (Espagne), Municipalidad de Cuenca (Équateur), Estado de Hidalgo (Mexique), Alcaldía de Villa de Leiva (Colombie), Alcaldía Municipal de Nueva San Salvador (Salvador), Prefeitura Municipal de Belém (Brésil), Municipalidad de Santiago (Chili) et Gobierno regional de Tarapacá (Chili). De plus, la société ENVAR (Belgique), qui a fourni l'aide technique au projet, y a participé en qualité de membre externe.

Si l'objectif général du projet était de renforcer la capacité d'action des collectivités locales en matière de valorisation et de conservation des contextes historiques urbains, son objectif spécifique consistait à créer un «Centre international de formation» capable de développer deux types de cours:

- Un premier cours destiné aux fonctionnaires publics chargés de gérer la thématique de la conservation du patrimoine au sein des municipalités participantes.
- Un second cours destiné aux jeunes diplômés, en relation directe avec les collectivités locales du projet et fondé sur le concept de réhabilitation urbaine intégrée.

Du point de vue technoscientifique, ces cours ont été supervisés par les architectes Jean-Pierre Errath et Maria Luisa Cerrillos –

conseillers scientifiques du Centre de formation – et ont bénéficié de la collaboration de prestigieux formateurs de diverses régions du globe, sous la coordination du professeur Vincenzo Zucchi du *Politécnico* de Milan.

Le cours destiné aux jeunes diplômés a vu la participation de 19 jeunes, avec un total de 600 heures de pratique et d'autant d'heures de théorie. Le cours pour fonctionnaires a été dispensé à 18 participants pendant deux mois. Au terme de ces deux cours, les jeunes diplômés et les fonctionnaires ont travaillé ensemble dans le cadre d'un stage.

Le projet a été doté d'un site web – <http://urb-al.provincia.vicenza.it> – rédigé en trois langues (italien, espagnol et portugais), qui contient toute l'information relative à l'initiative. De plus, ont été prévues la rédaction d'une lettre d'information trimestrielle,



Cours dans le Centre International de Formation.

la publication d'un manuel explicatif du projet ainsi que la réalisation annuelle des «cahiers du Centre», qui proposent des articles sur les concepts innovants dans le domaine de la gestion et de la conservation des environnements historiques urbains.

Les travaux réalisés ont été présentés à l'occasion de deux manifestations internationales: la 5^e *exposition urbanistique nationale* de Venise (du 10 au 20 novembre) et le 9^e *séminaire international du forum de l'Unesco – Université et patrimoine*, à Buenos Aires (du 11 au 15 octobre).

Au cours de ces deux années de travail, trois réunions ont été menées avec les représentants institutionnels des collectivités locales membres du projet. Ces rencontres ont été utiles pour le profil organisationnel mais encore davantage du point de vue de la didactique des cours, car elles ont permis à tous les membres d'assurer la réussite de l'action.

À l'heure d'achever ce parcours, il convient de mentionner le caractère positif de l'expérience acquise. Les membres du projet ont mené consciencieusement les activités prévues en se souciant d'assurer l'avenir du Centre international de formation. Pour cette raison, il a été décidé de donner au «Centre» une forme juridique précise – une fondation – et de le doter d'un statut propre. Sans aucun doute, il s'agit de garantir la continuité des activités de cette structure.

Le consortium Málaga-Valparaíso choisi par la Commission européenne

Réunir et diffuser le «patrimoine URB-AL», prêter un appui méthodologique et diffuser les bonnes pratiques sont les objectifs principaux de cette expérience pionnière.

Au terme de 7 ans de fonctionnement, plus de 1 000 villes européennes et latino-américaines ont participé au programme URB-AL. Les 13 réseaux sur lesquels le programme se structure ont élaboré une grande quantité de matériels informatifs sur des thèmes liés à la politique locale. Ces documents, fruits du travail des experts, des travaux des cellules de coordination, des réflexions des réunions annuelles et des forums de discussion, se sont concrétisés par le développement, à ce jour, de 137 projets communs axés sur diverses problématiques urbaines. Ces données font d'URB-AL un des programmes les plus actifs et réussis parmi ceux qu'a lancés la Commission.

Le programme URB-AL n'avait pas prévu la création d'un office où conserver ce précieux patrimoine de connaissances urbaines. Ce besoin a été exprimé par les experts indépendants qui ont mené l'évaluation de la première phase du programme, et il a été consacré par la «Déclaration de Valparaíso». Pour y répondre, les coordinateurs des réseaux URB-AL, réunis à Málaga, ont décidé de proposer à la Commission européenne la création d'un Centre de documentation chargé de réunir les informations sur tous les projets qui ont été approuvés par la Commission européenne ces dernières années.

Le Centre de documentation prétend réunir en un même siège physique toutes les infor-

mations générées par les divers réseaux URB-AL afin de les conserver et de diffuser les travaux menés depuis le lancement du programme. À cet effet, l'on envisage de créer un manuel de bonnes pratiques, qui présenterait les projets communs les plus intéressants, c'est-à-dire ceux dont les propositions et les actions peuvent s'avérer les plus utiles et servir d'exemples.

Pour les villes qui continuent à mener des activités (projets communs de type A et B), le CDPU offrira également un appui méthodologique sous la forme de cours destinés aux municipalités intéressées.

Pour mener à bien ce projet ambitieux, les villes de Málaga et de Valparaíso ont créé un consortium qui bénéficiera du soutien de l'université de Málaga (www.uma.es), de la *Corporation de justice et démocratie* de Santiago et du *Centre ibéro-américain de développement stratégique urbain* (CIDEU) (www.cideu.org), une association forte de 60 villes espagnoles et latino-américaines et dotée d'une vaste expérience en matière de planification stratégique du territoire.

Le siège central du Centre de documentation du programme URBAL se situera dans la ville de Málaga, dans les bâtiments de l'*Observatoire de l'environnement urbain* (www.omaui-malaga.com). De plus, le CDPU aura un siège sud-américain dans la ville de Valparaíso (Chili), qui dépendra du Centre coordinateur de Málaga. L'on entend ainsi maintenir un contact direct avec les villes sud-américaines qui font partie des différents réseaux.

Le projet CDPU envisage la création de deux bibliothèques (l'une à Málaga et l'autre à Valparaíso) qui contiendront tout le matériel d'URB-AL sur support électronique. Tout utilisateur pourra également accéder à ces données via un portail web. ■



Le Maire de Málaga, Francisco de la Torre et le Chef de Programmes de l'Ayuntamiento de Málaga, Pedro Marín inaugurent le chantier du bâtiment OMAU, siège du Centre de Documentation du Programme URB-AL.

Réunir et diffuser les informations relatives à la coopération décentralisée

L'Observatoire de la coopération décentralisée locale Union européenne - Amérique latine est une initiative du consortium formé par la Diputación de Barcelona, l'Intendencia de Montevideo, la Fondation CIDOB, l'Université de la République orientale d'Uruguay et la Fondation pour la paix et la démocratie du Costa Rica.

Le projet est le fruit des conclusions de la conférence sur le bilan et les perspectives de la coopération décentralisée UE-AL en matière de politiques urbaines, qui s'est tenue à Valparaíso en mars 2004. Ces conclusions soulignaient la nécessité de disposer d'un instrument permettant de réunir, de systématiser et de diffuser les résultats et impacts de la coopération décentralisée entre les deux régions.

La coordination générale de l'initiative est assurée par la Diputación de Barcelona et, pour garantir le bon développement des actions, deux antennes seront établies, l'une à Barcelone (Europe) et l'autre à Montevideo (Amérique du Sud), ainsi qu'une sous-antenne à San José de Costa Rica (Amérique centrale et Mexique).

La première mission de l'Observatoire consistera, naturellement, à **observer les faits et réunir les informations concernant la coopération décentralisée**. Il ne s'agit pas d'une tâche facile car, en dehors des grands programmes d'aide à la coopération décentralisée, les initiatives dans ce domaine sont extrêmement dispersées.

Il est par conséquent fondamental d'établir une **méthodologie de compilation et de systématisation des données**. Sont visées les données relatives aux acteurs de la coopération décentralisée, aux projets en cours ou achevés, aux sources de financement, à l'impact et aux résultats de la coopération décentralisée, aux modalités de coopération décentralisée, etc.

Tous ces efforts de systématisation de l'information serviront à mettre à la disposition des utilisateurs de l'Observatoire un **Centre**

de ressources en ligne, qui proposera notamment des bases de données (opérateurs, programmes, projets, etc.), des statistiques, des références documentaires, des publications et des articles, un guide des moyens financiers, un catalogue de bonnes pratiques, et des informations sur les systèmes de compétences de l'Europe et de l'Amérique latine.

Ces efforts doivent aussi servir de base pour les **activités de recherche** qui auront pour but de générer des connaissances relatives à la coopération décentralisée locale. Des spécialistes collaboreront à l'élaboration de diverses publications: un annuaire sur la coopération décentralisée UE – AL, une revue, une collection d'études et une collection de publications méthodologiques.

L'Observatoire décernera également un **Prix annuel de recherche** à des travaux de coopération déjà réalisés. La dotation de ce prix sera de 3 000 € et comportera la publication des travaux récompensés dans la collection d'études.

Un autre objectif prioritaire sera d'**encourager la formation en matière de coopération décentralisée** destinée aux fonctionnaires et élus locaux. Un plan de formation sera défini, qui comprendra **des cours de formation en ligne et des cours de type plus classique**. Ces derniers seront dispensés en parallèle avec les **ateliers régionaux** (débat et échanges sur la coopération décentralisée locale), dont l'Observatoire fera la promotion à l'occasion des réunions annuelles de trois organisations: Eurociudades, Mercociudades et CONFEDELCA.

Enfin, l'Observatoire sera un espace **de débats et d'échanges**. Il permettra d'organiser une **réunion annuelle de spécialistes des deux continents**, des personnes ayant à leur actif un parcours remarquable dans les aspects politiques, administratifs ou académiques de la coopération décentralisée.

Les activités de l'Observatoire tâcheront donc d'analyser et d'exploiter les contributions décisives de toutes les initiatives décentralisées d'Europe et d'Amérique latine au développement urbain de ces deux régions, l'amélioration des structures locales de gouvernement, la participation citoyenne, l'internationalisation des collectivités territoriales et l'apprentissage mutuel entre les organes de représentation locale. ■



Couverture du livre *Tejiendo Lazos entre Territorios*.

Barcelona Activa: «Les nouvelles technologies comme instrument de consolidation et d'appui aux micro-entreprises»

Barcelona Activa, l'agence de développement local de l'Ayuntamiento de Barcelona, et 7 autres villes ont élaboré ce projet dans le but de favoriser l'esprit d'entreprise au travers d'un ensemble de contenus et d'applications multimédia facilitant la prise de décision des entrepreneurs et chefs d'entreprises de création récente.

Le projet est dirigé et coordonné par l'Ayuntamiento de Barcelona au travers de Barcelona Activa. Les autres membres du projet sont les villes de Bilbao (Espagne), Roma (Italie), Buenos Aires et La Plata (Argentine), Santiago et El Bosque (Chili) ainsi que Montevideo (Uruguay).

Il bénéficie de la vaste expérience de ses membres en matière tant de coopération internationale que de promotion de l'esprit d'entreprise et des petites et micro-entreprises. Barcelone et la ville d'El Bosque ont en fait déjà collaboré dans le cadre d'un autre projet URB-AL, qui s'est traduit par l'élaboration d'une application multimédia en code ouvert, le *Plan d'entreprise en ligne*. Ce plan est utilisé par tous les membres qui peuvent ainsi, via Internet, améliorer leurs services d'appui aux personnes entrepreneurs qui doivent développer leur plan d'entreprise.

Ce projet B se concrétisera par un ensemble d'applications, de contenus et d'outils multimédia adaptables aux intérêts, spécificités et besoins de chaque membre. Chaque municipalité aura ainsi l'opportunité d'étendre ses services et prestations d'appui à l'esprit d'entreprise et à la création et la consolidation de nouvelles entreprises.

Le projet facilitera également la création et l'échange de référents culturels et technologiques entre différents environnements d'innovation et de création d'entreprises en Amérique latine et en Europe. Les bénéficiaires finaux seront les personnes entrepreneurs de chacun des environnements locaux, qui se verront offrir de nouvelles possibilités d'étendre leurs affaires et d'améliorer la compétitivité de leurs projets d'entreprise grâce aux nouvelles technologies et à la connaissance de divers témoignages et expériences.



Barcelona Activa

Ayuntamiento de Barcelona: Observatoires locaux de la démocratie participative

La création de neuf observatoires locaux de la démocratie participative a été lancée dans les villes de La Paz (Bolivie), Buenos Aires (Argentine), Cuenca (Équateur), El Bosque (Chili), São Paulo et Porto Alegre (Brésil), Barcelona et Donostia-San Sebastian (Espagne) et Saint-Denis (France).

Ce projet B résulte du travail réalisé dans le projet A «Observatoire international de la démocratie participative» (OIDP), qui a permis de constater la grande diversité de contenus dans les pratiques participatives existantes.

Lors de la III^e Conférence internationale de la démocratie participative (novembre 2003), une série d'aspects importants ont été débattus dans le but de contribuer au développement des pratiques, en plus d'encourager l'établissement de nouveaux paramètres d'action politique démocratique. La conclusion de cette conférence a consisté à formuler les besoins suivants:

- Créer de nouveaux mécanismes permettant de mieux connaître le degré de développement de la démocratie participative dans les villes.

- Travailler en vue de l'adoption de critères communs pour définir les objectifs des processus participatifs: citoyenneté, égalité, confiance et efficacité.

- Disposer de critères qui soient objectifs et égaux pour tous mais qui puissent être appliqués à des contextes différents.

La solution trouvée, les *Observatoires locaux de la démocratie participative*, est un instrument de travail qui permettra de répondre à ces besoins et d'accomplir des progrès qualitatifs dans la diffusion des mécanismes participatifs.

Les objectifs sont les suivants:

- Configurer ces observatoires sur une base solide de participation et d'implication des différents acteurs (administration publique, société civile et monde universitaire).

- Se mettre d'accord sur des référents communs applicables à un système d'évaluation à utiliser dans chaque observatoire.

- Réaliser une analyse et une réflexion critique sur les processus de démocratie participative qui sont menés dans chaque territoire.

- Consolider les liens stables et permanents entre les villes qui œuvrent à l'objectif commun de permettre une participation citoyenne plus étendue et de meilleure qualité dans le gouvernement local.

- Effectuer le transfert et l'échange des connaissances générées par les observatoires vers d'autres municipalités impliquées dans des processus de démocratie participative.

São Paulo: «Centres locaux de citoyenneté des femmes comme gardiennes de l'égalité»

Les participants au projet A – les gouvernements locaux de São Paulo (Brésil), Montevideo (Uruguay), Rosario (Argentine), le Consejo de Vigo (Espagne) et la Regione Toscana (Italie), ainsi que le membre externe REPEM (Réseau populaire des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes) – le quel était centré sur les perspectives de travail et de revenu des femmes – ont conclu à la nécessité d'implanter des espaces collectifs pour le développement d'une action citoyenne.

Le projet B cherche à approfondir l'échange d'expériences en matière de politiques publiques appliquées entre les villes membres, un objectif qui se concrétisera par des propositions de nouvelles politiques publiques. On plantera cinq centres locaux de citoyenneté

pour femmes à São Paulo et un à Montevideo, avec les objectifs spécifiques suivants:

- Renforcer le pouvoir public pour la mise en œuvre de politiques d'égalité et d'autonomie au bénéfice des femmes, en valorisant les interlocuteurs qui légitiment ces politiques.
- Développer la formation des agents publics locaux et des groupes de femmes des secteurs populaires afin d'optimiser les services d'attention aux femmes.
- Développer les capacités de l'action citoyenne en garantissant le respect des droits économiques, sociaux et culturels des femmes et en renforçant leur capacité de direction, de négociation et d'action citoyenne.
- Articuler l'action locale avec le réseau d'organisations, d'ONG, d'associations, de groupes et de forums consacrés aux questions d'égalité des sexes.

Ces centres seront installés dans des quartiers où les conditions de vie des femmes

sont précaires et où les services publics sont insuffisants, surtout par rapport aux femmes. L'objectif est de s'occuper de 200 à 400 femmes par mois dans chaque centre.

Par le développement d'un nouvel équipement public, le caractère innovant de ce projet tient surtout à l'attention aux femmes victimes de violence domestique ou sexuelle mais aussi à l'accent placé sur les processus de formation citoyenne pour stimuler la citoyenneté active et la culture démocratique participative. ■



Des femmes de São Paulo se réunissent pour discuter du projet.

Ayuntamiento de Leganés: «Centre virtuel pour la prévention et le traitement de la violence intrafamiliale»

Au cours de l'exécution du projet A «Le phénomène de la violence intrafamiliale», les faiblesses dont souffrent les différents systèmes de protection sociale pour prévenir et traiter ce phénomène ont été mises en évidence.



Leganés. Participants à la conférence.

L'inventaire des moyens existants dans chaque municipalité a permis d'identifier les couvertures pour le travail avec les victimes et de constater que seules deux municipalités offraient des services pour travailler avec les agresseurs.

En résumé, il y a trop peu d'actions de prévention primaire, une spécialisation insuffisante des professionnels concernés, voire une spécialisation inexistante dans le secteur

de la santé et une présence limitée de services pour le traitement des personnes coupables de maltraitance.

L'Italie (Comune di Genova), l'Espagne (Ayuntamiento de Huelva et Ayuntamiento de Leganés), le Chili (Municipalidad de San Felipe), l'Argentine (Municipalidad de Villa María et Fundación del Sur) et le Brésil (Prefeitura Municipal de Río Claro et Prefeitura Municipal de Uberlandia) unissent leurs efforts pour poursuivre et étendre ces résultats.

Ce projet, dont l'approche multiple est à la fois formative, préventive, sensibilisatrice et thérapeutique, poursuit les objectifs suivants:

- Créer un **Centre virtuel** pour la prévention et le traitement de la violence intrafamiliale, servant de plate-forme pour stimuler des actions de formation et d'intervention directe.
- Sensibiliser la population au phénomène de la violence intrafamiliale, cela au moyen de **processus formatifs de base** qui, en respectant les spécificités de chaque réalité

locale, contribuent à étendre l'action préventive, au niveau tant primaire que secondaire.

- Accroître les capacités techniques d'intervention des fonctionnaires municipaux concernés par le phénomène de la violence intrafamiliale grâce à des **processus de formation spécialisée** on-line.
- Concevoir un **service spécialisé dans le traitement des personnes commettant des actes violents** au sein de leur famille, et développer ce service comme une expérience pilote.
- Diffuser dans la population l'engagement de l'Union européenne envers la lutte contre la violence intrafamiliale, en faisant connaître de façon permanente **l'évolution, le champ d'action, les résultats et les produits du projet** de travail commun (visualisation).

Cette stratégie «globalisante» a pour but de donner des outils et des moyens, tant à la population qu'aux entités publiques, afin de gérer ce phénomène social et soulager ses victimes. ■

Gemeente Utrecht: augmenter la sécurité des cyclistes

Le projet «MOVILIZATION», coordonné par la ville d'Utrecht, est la suite du projet A: «Intégration du vélo dans la planification du trafic dans les villes de taille moyenne en Europe et en Amérique latine».

Dans toutes les villes du monde, les systèmes de transport déterminent la qualité de la vie de millions d'habitants. Malheureusement, les impacts négatifs des transports urbains (niveaux dangereux de pollution atmosphérique, congestion du trafic, bruit, risques pour la sécurité urbaine, etc.) limitent tant le développement économique que le bien-être des personnes. De plus, le nombre de véhicules dans le monde ne cesse d'augmenter, même s'ils consomment une grande quantité d'énergie non renouvelable et qu'ils contribuent aux émissions de carbone.

Ces tendances soulignent la nécessité de trouver des solutions opportunes et durables

sur le plan environnemental aux dilemmes urbains posés par les transports.

Les expériences du projet A se résument à ces deux conclusions:

- Les études montrent que, dans de nombreuses villes, le **vélo** peut largement contribuer à développer un système de transports durable.
- Les urbanistes et les architectes urbains veulent davantage d'**outils** et de connaissances pour pouvoir favoriser l'usage du vélo dans leurs villes.

Les membres du projet ont reconnu le potentiel énorme du vélo dans la plupart des villes ainsi que le manque de sécurité qui freine la promotion de ce moyen de transport.

Grâce au développement d'outils permettant de mener une campagne d'information, grâce à l'application de mesures simples et bon marché relatives au trafic, ainsi qu'au développement et à l'utilisation des matériels d'éducation en matière de trafic, le

projet MOVILIZATION se propose d'améliorer la sécurité du cycliste et, ainsi, le «climat du cyclisme» dans les villes participantes.

Ce projet est utile pour les villes comptant un pourcentage élevé de cyclistes, mais ses résultats peuvent également servir aux villes qui font la promotion de l'usage du vélo. Ses activités sont la préparation, le développement et le lancement de campagnes d'éducation et de promotion, en combinaison avec l'application de mesures simples et rentables relatives au trafic (infrastructures).

Utrecht.
Campagne
d'information.



Provincia de Treviso: Observatoire pour la sécurité routière – OROS



Treviso. Logo du projet.

L'objectif du projet, qui est basé sur le projet A «Vi.Co.Ro.Sa», est d'améliorer la qualité de la vie et la mobilité urbaine ainsi que de rendre les villes plus sûres.

Le projet OROS se fonde sur l'analyse de trois éléments:

- le «Guide de la Commission européenne sur la sécurité routière» et en particulier le «Programme européen d'action pour la sécurité routière»;
- les problèmes et les besoins des territoires impliqués dans l'action;

- les compétences spécifiques et les capacités techniques de chaque membre.

Le projet OROS comporte diverses actions couvrant de nombreux thèmes (droits des enfants en matière de sécurité routière, gestion de la mobilité, aménagement du territoire, nouvelles technologies, etc.). Les actions sont mises en œuvre par le membre qui possède les meilleures connaissances dans le domaine en question, de manière à obtenir les meilleurs résultats possibles.

Les résultats attendus du projet sont les suivants:

- Des actions pilotes: une campagne d'information visant à améliorer les connaissances des citoyens, une information sur les nouvelles technologies pour véhicules (sécurité et environnement), une sensibilisation à la sécurité routière dans les écoles, une action sur la gestion de la mobilité.
- La «Charte internationale pour la protection des droits des enfants en matière de sécurité routière», complétée par des

formations pour les enfants et par l'analyse des causes des accidents de la route et de leurs répercussions sur l'être humain.

- La réalisation de deux «Driving Training Track» pour les étudiants.
- Un Livre blanc sur l'aménagement du territoire et les infrastructures, qui tienne compte du point de vue des enfants et des jeunes.
- Un certificat de «territoire doté de voies sûres».
- Une étude de viabilité pour le «Centre de référence urbaine sur la mobilité et l'écologie durable» au Brésil.
- Deux programmes de cours annuels sur les huit thèmes du projet auxquels les membres sont associés.
- Des séminaires locaux visant à accroître la connaissance des thèmes concernés.
- Un «Observatoire virtuel pour la sécurité routière» (*Observatory for Road Safety – OROS*)

PROJETS

Plus de 80 projets communs ont conclu leurs activités dans le cadre des 13 réseaux des première et seconde phases du programme

On compte déjà plus de 80 projets d'échange d'expériences ayant achevé leurs activités dans le cadre des réseaux de la première phase. Deux projets de la seconde phase, un projet B et un projet du Réseau 10 ont également conclu leurs activités.

Au cours du deuxième semestre 2004, 12 projets communs sont arrivés au terme de leurs activités.

Coordinateur	Pays	N° du projet	Titre du projet
Provincia de Vicenza	Italie	B2-P1-02	Centro internazionale di formazione per la valorizzazione a la concersazione di contesti storici urbani
Prefeitura de Belo Horizonte	Brésil	R3-P2-00	Internet: outil de perfectionnement de la démocratie locale
Ayuntamiento de Barcelona	Espagne	R3-P8-00	Observatorio internacional de democracia local
Stadt Gent	Belgique	R4-P2-02	Ciudad en acción
Ayuntamiento de Donostia-San Sebastián	Espagne	R4-P4-02	La dinamización local del mercado laboral
Diputación Provincial de Málaga	Espagne	R4-P8-02	Turestrategia
Ayuntamiento de Sant Boi de Llobregat	Espagne	R6-P1-02	Recurso-Residuo-Recurso «R que R»
Gobierno de la ciudad de México D.F.	Mexico	R6-P2-02	Modelo rector de capacitación ambiental para tomadores de decisiones locales (MRCA)
Comune di Ariccia	Italie	R6-P3-02	Mejorar el medioambiente urbano: identificación de las acciones a implementar para valorizar los espacios verdes y los centros históricos de las zonas urbanas
Mancomunidad de Municipios del Área Metropolitana de Barcelona	Espagne	R7-P8-01	Organización de las areas metropolitanas e instrumentos de intervención
Mairie de Saint-Denis	France	R10-A1-03	Méthodologies et outils pour la mise en place d'observatoires de l'inclusion sociale dans les villes

CONFÉRENCE

Tisser des liens entre les territoires

La Conférence sur le partenariat local UE-AL, coordonnée par la Municipalidad de Valparaíso et la Diputación de Barcelona, a publié les résultats de ses travaux dans un livre intitulé «Tisser des liens entre les territoires - La coopération décentralisée locale entre l'Union européenne et l'Amérique latine». L'édition de cet ouvrage a été confiée à Víctor Godínez, coordinateur du Groupe d'experts, et à María del Huerto Romero, coordinatrice exécutive de la conférence.

Le livre fait le compte rendu des principales contributions des experts, qui ont été présentées dans une première version lors de la conférence de mars 2004. Les secteurs et disciplines à partir desquels est abordé l'examen de plus d'une décennie d'expériences de coopé-

ration décentralisée locale couvrent un vaste spectre thématique dans le domaine urbain: participation citoyenne, rôle des acteurs locaux dans le développement, lutte contre la pauvreté, relations internationales des agents territoriaux, problèmes de la décentralisation,

et offre des moyens disponibles dans le cadre de cette forme de coopération locale.

L'intégralité du livre peut être téléchargée à partir du site de la Conférence: <http://www.conferencia2004.cl>

CONTACTS



Vos interlocuteurs à la Commission

Chef d'Unité: Riccardo GAMBINI
Coordinateur: Vittorio TONUTTI
Gestionnaires: Miguel ROMERO, Fernando MUÑOZ, Marie TILBURCK
Secrétaire: Carmen DURAN

Adresse:
COMMISSION EUROPÉENNE
Office de coopération EuropeAid
Direction Amérique latine
Unité «Opérations centralisées: Amérique latine» B2
Programme URB-AL
J54 4/13
B-1049 Bruxelles (Belgique)
Téléphone: (32 2) 295 20 24
Fax: (32 2) 299 10 80

http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index_fr.htm

DÉLÉGATIONS	PERSONNE DE CONTACT
Argentine	Francesca PESSINA Tel.: 54-11-4805 3759 francesca.pessina@cec.eu.int http://www.delarg.cec.eu.int/
Bolivie	Angel GUTIERREZ HIDALGO Tel.: 591-2-278 22 44 angel.gutierrez-hidalgo@cec.eu.int http://www.delbol.cec.eu.int/
Brésil	María Cristina ARAUJO Tel.: 55-61-248 3122 – Fax: 55-61-248 0700 cristina.araujo@cec.eu.int http://www.delbra.cec.eu.int/
Chili	Joachim ROTH Tel.: 562 3352 450 Joachim.roth@cec.eu.int http://www.delchl.cec.eu.int
Colombie	Carlos AYALA SAAVEDRA Tel.: 57-1-621 60 43 carlos.ayala-saavedra@cec.eu.int http://www.delco.cec.eu.int
Cuba	Robert STEINLECHNER Tel.: 537 204 0327 Robert.steinlechner@cec.eu.int http://www.deldom.cec.eu.int
Equateur	Jean-Marie ABBES Tel.: 593 2 2523 912 Jean-marie.abbes-cottin@cec.eu.int http://www.delcol.cec.eu.int
Mexique	Cristina MARTINEZ CASTELLANOS Tel.: 52 55 5540 3345 cristina.martinez-castellanos@cec.eu.int http://www.delmex.cec.eu.int
Nicaragua – Costa Rica – El Salvador Guatemala – Honduras	Inmaculada ROCA I CORTES Tel.: 505 270 4499 – Fax: 505 270 4484 Inmaculada.ROCA-I-CORTES@cec.eu.int http://www.delnic.cec.eu.int
Panama	Patricia ARTIMANA Tel.: 506 283 2959 Patricia.artimana@cec.eu.int http://www.delcri.cec.eu.int
Paraguay	Vera VALENTE Tel.: 595 2 206 069 vera.valente@cec.eu.int http://www.delury.cec.eu.int/paraguay/presentacion/paraguay.htm
Pérou	José Luis ARTEAGA CESPEDES Tel.: 51-1-212-11-35 jose-luis.arteaga-cespedes@cec.eu.int http://www.delper.cec.eu.int
Uruguay	Mylène TESTUT Tel.: 598-2-1944 0126 mylene.testut@cec.eu.int http://www.delury.cec.eu.int
Venezuela	Jean-Charles FIEHRER Tel.: 58-212-991 51 33 Jean-charles.fiehrer@cec.eu.int http://www.delven.cec.eu.int

Vos interlocuteurs dans les réseaux

RÉSEAU N° 9

Financement local et budget participatif

Coordination: Prefeitura Municipal de Porto Alegre
 Contact: Clóvis Magalhães
 Adresse: Programa URB-AL Rede 9
 Pç Montevideo n°10
 CEP 90010-170 – Porto Alegre – RS
 Brasil
 Tél.: 55 51 3289 3442
 Fax: 55 51 3228 4729
 E-Mail: portella@gpo.prefpoa.com.br
 urbal9@gpo.prefpoa.com.br
 Internet: www.portoalegre.rs.gov.br/URBAL/

RÉSEAU N° 10

Lutte contre la pauvreté urbaine

Coordination: Prefeitura Municipal de São Paulo
 Contact: Pedro Aguerre
 Secretaria Municipal de Relações Internacionais
 Adresse: Programa URB-AL Rede 10
 Palácio Anhangabaú – Viaduto do Chá, 15 –
 7o.andar
 CEP 01002-020 – São Paulo-SP
 Brasil
 Tél.: 55 11 3107 0318 / 3113 8554
 Fax: 55 11 3113 8526
 E-Mail: pedroaguerre@prefeitura.sp.gov.br
 Internet : www.prefeitura.sp.gov.br/secretarias/relacoes_externas/internacionais
 www.portal.prefeitura.sp.gov.br/urbal

RÉSEAU N° 12

Promotion des femmes dans les instances de décision locales

Coordination: Diputación Provincial de Barcelona
 Contact: Neus Gómez (coordinatrice exécutive)
 Gemma García (coordinatrice adjointe)
 Gabinet de Relacions Internacionals
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1ª
 E-08008 Barcelona
 España
 Tél.: 34 93 4022055
 Fax: 34 93 4022473
 E-Mail: gomezmn@diba.es
 Internet: www.diba.es/urbal12

RÉSEAU N° 13

Ville et société de l'information

Coordination: Freie Hansestadt Bremen
 Contact: Claire Klindt
 Adresse: Office Network 13
 Kreuzstrasse 72
 D-28203 Bremen
 Alemania
 Tél.: 49 421 369540
 Fax: 49 421 3695 425
 E-Mail: claire@whitebalance.de
 Internet: www.bremen.de/urb-al/

RÉSEAU N° 14

Sécurité citoyenne dans la ville

Coordination: Municipalidad de Valparaíso
 Contact: Gustavo Paulsen
 Adresse: Programa URB-AL Red 14
 Blanco 1663 – Oficina 1002
 Valparaíso
 Chile
 Tél.: 56 32 939 571
 Fax: 56 32 939 572
 E-Mail: red14@urbalvalparaiso.cl
 Internet: www.urbalvalparaiso.cl

Observatoire de la Coopération Décentralisée Locale UE – AL

Coordination: Diputación de Barcelona
 Contact: Agustí Fernández de Losada Passols
 Adresse: Còrcega 300, ppal. 1ª
 E-08008 Barcelona
 España
 Tél.: 34 93 402 20 55
 Fax: 34 93 402 24 73
 E-Mail: fernandezlosadapa@diba.es
 Internet: www.diba.es

Centre de Documentation du Programme URB-AL

Coordination: Ayuntamiento de Málaga
 Contact: Pedro Marín Cots
 Luis Guillermo Tapia
 Adresse: Plaza de la Alcazaba s/n
 Ed. Aparcamientos
 E-29012 MÁLAGA
 España
 Tél.: 34 952602777
 Fax: 34 952223092
 E-Mail: info@omau-malaga.com
 Internet: www.omau-malaga.com

